

Objectifs de développement durable

Comment les villes et les régions européennes montrent l'exemple



Cette étude est fondée sur un sondage envoyé début 2018 aux membres du CCRE et aux partenaires de PLATFORMA. Son but était de recueillir des informations sur la manière dont les associations des gouvernements locaux et régionaux ont été impliquées dans la localisation des Objectifs de développement durable. Elle s'inscrit dans le cadre de l'accord de partenariat stratégique conclu entre le CCRE-PLATFORMA et la Commission européenne.

Éditeur : PLATFORMA et le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE)

Associations participantes : Association des autorités locales d'Islande (SIS), Association des autorités locales danoises (LGDK), Association des collectivités locales de Lituanie (ALAL), Association des communes de Roumanie (AMR), Association des municipalités de la République de Macédoine (ZELS), Association des municipalités néerlandaises (VNG), Association des villes et des communes allemandes (Deutscher Städtetag), Association des villes et communes de la Slovaquie (ZMOS), Association des villes et communes flamandes (VVSG), Association italienne du Conseil des communes et des régions d'Europe (AICCRE), Association lettone des autorités locales et régionales (LALRG), Association nationale des communes italiennes – Toscane (ANCI-Toscana), Association norvégienne des autorités locales et régionales (KS), Association suédoise des communes et des régions (SALAR-SKL), Congrès des autorités locales de Moldavie (CALM), Convention des autorités locales écossaises (COSLA), Fédération espagnole des municipalités et des provinces (FEMP), Régions danoises, Union centrale des municipalités grecques (KEDE), Union des villes et des communes de la République tchèque (SMO).

Auteurs : Lisa Bardot, Pedro Bizarro, Adrien Licha, Tiago Stichelmans, Laia Vinyes Marcé (CCRE et PLATFORMA)

Coordination de la publication : Nathalie Noupadja (CCRE) et Marlène Siméon (PLATFORMA)

Liaison avec l'équipe de conception graphique : Hervé Devavry (PLATFORMA)

Design : Paf!, Bruxelles, juin 2018

Remerciements : PLATFORMA et le CCRE remercient toutes les associations et les collectivités territoriales qui ont répondu à l'enquête.

Traduction de l'anglais : Plume rouge

Version finale : 14 juin 2018 (actualisée le 20 août 2018)

Photos : © PLATFORMA couverture ; BR&U/Bernal Revert – 2017 pages 3, 7, 17, 18, 22-23 ; © CCRE page 4 ; © CGLU/EDD17 pages 6, 8, 13, 21 ; © VVSG International pages 14, 16

Avertissement : L'analyse, les résultats et les recommandations n'engagent que le CCRE et PLATFORMA. Ils ne reflètent pas nécessairement la position officielle des administrations locales ou régionales, de leurs associations ou des institutions multilatérales dont les études de cas sont compilées dans cette étude.

Ce travail est sous licence internationale 4.0 « Creative Commons Attribution » – Pas d'utilisation commerciale – Partage dans les mêmes conditions



www.ccre.org | info@ccre-cemr.org
www.platforma-dev.eu | platforma@ccre-cemr.org

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	P.4
RECOMMANDATIONS PRATIQUES	P.5
INTRODUCTION – CONTRIBUER À LA RÉALISATION DES ODD	P.6
1. ASSURER UNE COOPÉRATION EFFICACE À DIVERS NIVEAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD	P.9
2. LA SENSIBILISATION AU CŒUR DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE DES ASSOCIATIONS DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	P.15
3. PROMOUVOIR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS ASSOCIATIONS	P.19
CONCLUSION	P.23



Souhaitez-vous en savoir plus sur la manière dont les communes, les régions et leurs associations sont en première ligne pour aborder le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD) ? Êtes-vous curieux de découvrir comment les ODD peuvent être intégrés aux politiques, à la planification et à la surveillance au niveau des municipalités ?

Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et PLATFORMA, la coalition paneuropéenne des collectivités territoriales qui œuvrent en faveur d'une coopération décentralisée, ont décidé de s'impliquer activement dans le processus de localisation des ODD en Europe et dans les pays partenaires.

Étant donné que l'Accord de Paris sur le climat, le nouvel agenda urbain, ainsi que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable seront tous mis en œuvre dans nos communes et nos régions dans les années à venir et contribueront à les façonner, nous avons décidé d'agir dès maintenant.

Ensemble, les villes et régions d'Europe ainsi que leurs associations peuvent se prévaloir d'une vaste expérience dans la gestion des nombreuses responsabilités des gouvernements infranationaux, qui sont toutes liées aux Objectifs de développement durable : gouvernance, égalité des genres, prestation de services, aménagement du territoire, développement urbain durable, environnement naturel, gestion des ressources, développement économique local, etc. Elles ont également à cœur, de longue date, de soutenir les efforts de leurs homologues extra européens en faveur d'un développement durable. Ces partenariats contribuent au renforcement des capacités en vue d'attirer les parties prenantes, d'honorer leurs engagements envers elles, de les impliquer et d'interagir avec elles, tout en se renouvelant. À ce titre, les villes et les régions contribuent à ne laisser personne de côté et à atteindre les objectifs de développement internationaux.

Nous sommes convaincus que les programmes mondiaux ont un impact sur les collectivités territoriales en Europe et que ces dernières sont des actrices clés dans la réalisation des ambitions du Programme de développement durable à l'horizon 2030, comme cela a d'ailleurs été reconnu par la Commission européenne. Le programme met également l'accent sur le lien entre les politiques locales et la coopération internationale pour le développement, ainsi que sur la nécessité d'adopter des politiques cohérentes.

Certes, le processus de mise en œuvre des ODD débute à peine en Europe, mais les communes et les régions peuvent déjà faire valoir une expérience diverse et approfondie sur ces questions, que ce savoir-faire soit associé aux ODD ou qu'il résulte d'autres cadres liés à la durabilité.

Les réalisations de tous les ODD nécessitent une action et une mise en œuvre à l'échelle locale.

Nous, les dirigeants locaux et régionaux européens, sommes convaincus qu'en localisant les ODD avec nos partenaires à travers le monde entier, nous pouvons contribuer de manière déterminante et durable à atteindre les objectifs d'ici 2030.

Stefano Bonaccini

Président du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE)
Président de la Région Émilie-Romagne, Italie
Membre de PLATFORMA via la section italienne du CCRE (AICCRE)



QUATRE RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et PLATFORMA sont convaincus que les associations nationales, européennes et mondiales de collectivités territoriales jouent un rôle essentiel afin que les municipalités puissent s'atteler à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

Les collectivités territoriales et leurs associations sont des décideurs politiques qui créent des environnements propices à la mise en œuvre et au suivi des ODD, **des acteurs de la sensibilisation** auprès des départements régionaux et municipaux et des citoyens, **les maîtres d'œuvre de solutions innovantes** pour un large éventail d'activités municipales et régionales et pour la modernisation des secteurs public et privé et **des facilitateurs de partenariats** qui rapprochent les protagonistes concernés.

Les collectivités territoriales européennes sont prêtes à travailler main dans la main avec les autres niveaux de pouvoir et en partenariat avec d'autres parties prenantes afin d'atteindre les ODD. Par conséquent, nous recommandons de :

1. Accroître la participation

Les États membres devraient soutenir les initiatives de sensibilisation aux ODD prises par les associations des collectivités territoriales dans les communes et les régions européennes, ainsi que par et en collaboration avec leurs partenaires du monde entier. Cela garantira la participation accrue des gouvernements locaux et régionaux ainsi que de leurs citoyens à la mise en œuvre des ODD.

2. Assurer une approche cohérente

Les États membres et la Commission européenne devraient concevoir des mécanismes permettant d'associer efficacement les collectivités territoriales européennes, en particulier à travers leurs associations représentatives, à la localisation des ODD. Cela devrait faciliter leur contribution aux stratégies nationales relatives aux ODD, notamment à travers des cadres nationaux, pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des résultats. Cela garantira en outre une approche cohérente impliquant tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des ODD.

3. Acquérir les capacités nécessaires

Les États membres devraient soutenir les associations européennes des collectivités territoriales dans l'acquisition de connaissances et d'outils techniques visant la mise en œuvre des ODD au niveau local, afin de garantir qu'ils seront en mesure d'aider les villes et régions à mettre en œuvre les ODD.

4. Mettre en œuvre les ODD à l'échelle locale et nouer des partenariats internationaux

Les gouvernements européens et les organisations internationales devraient apporter un soutien financier aux associations de collectivités territoriales européennes qui souhaitent mettre en œuvre les ODD à l'échelle locale ou nouer des partenariats internationaux qui contribueront à la localisation des ODD.

INTRODUCTION

CONTRIBUER À LA RÉALISATION DES ODD

Trois ans après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'affirmation selon laquelle les ODD représentent une chance sans précédent d'améliorer la vie quotidienne et d'assurer un avenir durable pour tous, le CCRE et PLATFORMA ont publié un document conjoint sur le travail des collectivités territoriales pour la localisation des ODD.

La pertinence des ODD pour les collectivités territoriales est multiple :

- L'adoption des ODD suppose l'utilisation d'un cadre mondial commun pour des politiques et services publics locaux et régionaux inclusifs, à travers des partenariats avec les parties prenantes concernées.
- Les ODD constituent un terrain d'entente propice à l'implication dans de nouveaux partenariats et à l'élaboration de nouvelles solutions pour un éventail de tâches municipales et régionales.
- Ils fournissent également un langage commun pour décrire et promouvoir le développement durable, ou encore définir le cadre des agendas régionaux et municipaux liés à la modernisation des secteurs public et privé.

Au sein de l'Union européenne, les communes et les régions représentent un peu plus de la moitié de l'investissement public total. Leur mandat politique pèse dans la balance et elles assument des missions diverses et variées avec un certain degré d'autonomie.

En tant que responsables de la fourniture de la grande majorité des services publics, les communes, les régions et leurs associations sont des partenaires essentiels vers la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030, ainsi que pour la sensibilisation, la conception, la mise en œuvre et le suivi des ODD.

En effet, **de nombreux ODD concernent diverses activités quotidiennes menées à bien par les collectivités territoriales** : éducation, santé, eau et assainissement, gestion des déchets, transports publics, logement, égalité des genres, participation à l'aménagement du territoire, prévention des risques de catastrophes, impacts environnementaux, pollution, atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci, coopération décentralisée, etc., qu'elles utilisent explicitement ou non le cadre et/ou le vocabulaire des ODD.

Par conséquent, le CCRE et PLATFORMA ont décidé de collaborer avec leurs membres et leurs partenaires pour localiser les ODD en Europe et, avec leurs partenaires à travers le monde, aux quatre coins du globe. La présente publication est l'un des outils mis en place afin que la voix des collectivités territoriales européennes soit entendue aux niveaux national, européen et mondial.

Voici les quatre composantes essentielles de notre travail :

1. **Sensibilisation et renforcement des capacités de nos circonscriptions** par la tenue régulière de séances de formation et d'ateliers consacrés au nouvel agenda urbain et aux ODD ;
2. **Sensibilisation des institutions de l'UE** au rôle que jouent les municipalités, les villes et les régions dans la réalisation des objectifs ;
3. **Suivi et rédaction de rapports** pour s'assurer que la perspective des collectivités locales est incluse dans le processus national de déclaration volontaire ;
4. **Lobbying au niveau international** pour transmettre le message des collectivités territoriales européennes au système des Nations unies par le biais de CGLU et de la *Global Task Force* des gouvernements locaux et régionaux.



Qu'entend-on par organisations représentatives des collectivités territoriales telles que le CCRE et PLATFORMA ?

- Le CCRE est l'association de communes et de régions la plus ancienne et la plus vaste en Europe. C'est l'unique organisation qui regroupe 62 associations nationales de collectivités territoriales de 42 pays européens et représente, à travers elles, tous les niveaux territoriaux (local, intermédiaire et régional). Le CCRE est également la section européenne de l'organisation mondiale Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), au sein de laquelle il représente les gouvernements locaux et régionaux européens sur la scène internationale. Il est en outre membre de la plateforme multipartite sur la localisation des ODD dans l'UE, présidée par le premier vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans.
- PLATFORMA est la coalition paneuropéenne de 30 gouvernements locaux et régionaux - et des associations qui les représentent aux niveaux national, européen et mondial - actifs en matière de coopération au développement entre les villes et les régions. PLATFORMA reflète la diversité des réalités des collectivités territoriales en Europe et dans le monde. Elles sont toutes des actrices clés de la coopération internationale pour le développement durable.
- Le CCRE et PLATFORMA sont tous deux membres de la *Global Task Force* des gouvernements locaux et régionaux. En tant que réseaux européens et internationaux, ils jouent un rôle clé dans la coordination de cette gouvernance à divers niveaux et veillent à ce que les voix des collectivités locales soient entendues au sein des institutions de l'UE.

Situation actuelle

En tant que composante principale du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le cadre des ODD semble plus adapté que celui des OMD (Objectifs du Millénaire pour le développement) à une perspective locale, et les institutions internationales ont souligné la nécessité de collaborer avec les collectivités locales et régionales. La dimension locale du cadre permet de l'adapter aux plans stratégiques des gouvernements locaux et régionaux.

Contrairement au cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement, celui des ODD est propice au développement local en impliquant les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations dans le processus. En effet, il consacre la responsabilité partagée entre tous les niveaux de gouvernance. Les collectivités

territoriales sont conscientes de leur rôle central et désireuses de contribuer à tous égards à atteindre les objectifs mondiaux de développement durable.

Le présent rapport vise à mettre en évidence les bonnes pratiques des actions nationales et internationales menées à bien par les gouvernements locaux et régionaux pour les ODD. Il met également l'accent sur certains défis auxquels les collectivités territoriales sont régulièrement confrontées dans leurs missions quotidiennes relatives aux ODD et comment le CCRE et PLATFORMA, les gouvernements nationaux, l'UE ainsi que les institutions internationales peuvent les aider à surmonter les obstacles à leur mise en œuvre aux niveaux local et régional.

Méthodologie

Une enquête composée de quarante-trois questions et divisée en trois parties, chacune portant sur un sujet distinct, a été élaborée. Les trois parties principales traitent des différentes phases du processus de localisation : sensibilisation, planification stratégique et suivi. Cette étude a été soumise, début 2018, aux membres du CCRE et aux partenaires de PLATFORMA. Il s'agissait de recueillir des informations sur la manière dont les associations des villes et régions sont impliquées dans la localisation des ODD.

L'étude porte sur des pays du nord, du sud, de l'est et de l'ouest de l'Europe et repose sur 18 réponses d'associations nationales de collectivités territoriales, des pays suivants : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Grèce, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldavie, Norvège, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède.

Il est important de noter que les réponses reflètent les points de vue des associations de collectivités locales qui sont déjà familiarisées avec le cadre des ODD et l'importance de leur localisation. Cependant, certains sondés sont encore aux premiers stades de leur expérience avec les ODD et leurs réponses reflètent donc les besoins et les priorités propres à des associations peu actives dans ce domaine, mais désireuses de contribuer au changement et d'aider leurs membres à prendre cette direction.

L'analyse se concentre sur le lien entre la mise en œuvre des ODD et la collaboration efficace à divers niveaux (1^{re} partie), le rôle des actions de sensibilisation (2^e partie) et le renforcement des capacités des collectivités locales et le soutien qui peut leur être apporté par d'autres niveaux de gouvernance (3^e partie).



4 QUALITY EDUCATION

7 AFFORDABLE AND CLEAN ENERGY

10 REDUCED INEQUALITIES

13 CLIMATE ACTION

15 LIFE ON LAND

3 HEALTH AND WELL-BEING

6 CLEAN WATER AND SANITATION

9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION

17 PEACE AND JUSTICE

5 GENDER EQUALITY

8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

11 SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES

14 LIFE BELOW WATER

16 PEACE AND JUSTICE

#LocalizingSDGs



1^{re} PARTIE

ASSURER UNE COOPÉRATION EFFICACE À
DIVERS NIVEAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE
DES ODD

Les résultats de l'enquête soulignent le fait que les associations de collectivités territoriales sont, pour la plupart, disposées à s'engager davantage dans la mise en œuvre des ODD au niveau local et sont conscientes que, sans l'implication des collectivités locales, ce programme ne pourra être mené à bien. Cependant, elles rencontrent des difficultés structurelles dans la mise en œuvre des ODD, à la fois en termes de besoins techniques et de manque général de coordination entre les différents niveaux de gouvernance : local/régional, national, européen et international.

Encourager une approche claire et propice à l'action du cadre des ODD

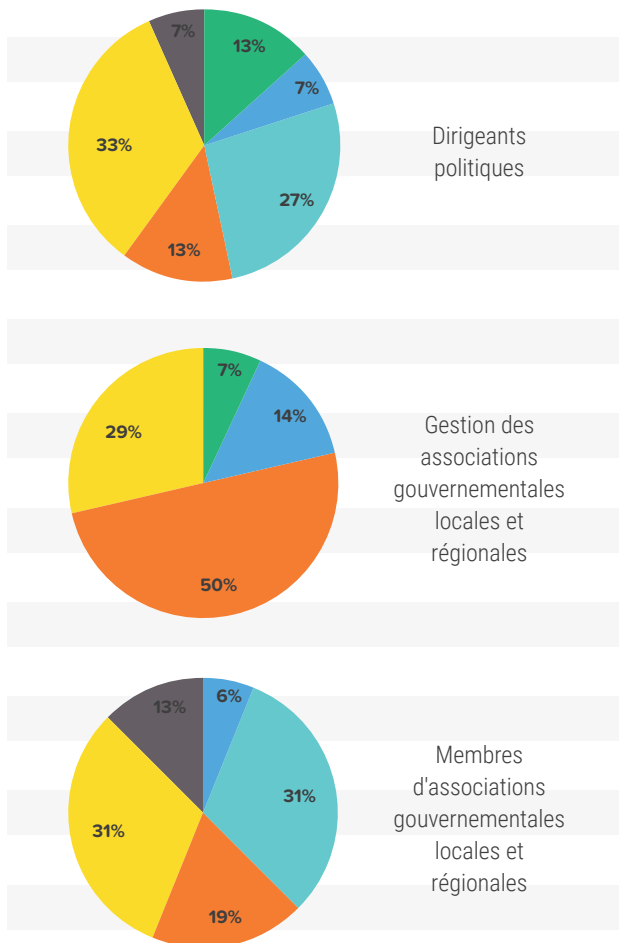
Un aperçu général des réponses de l'enquête nous permet d'affirmer que les associations de collectivités territoriales ont une bonne connaissance du cadre des Objectifs de développement durable. À cet égard, les larges consultations menées par le CCRE et PLATFORMA lors de l'élaboration des Objectifs semblent avoir sensibilisé les collectivités territoriales aux ODD. Il apparaît néanmoins que, malgré cette connaissance globale, l'intégration des Objectifs dans le travail des associations soulève diverses difficultés. En général, leur application directe dans le travail quotidien n'est pas toujours évidente (53 % des sondés) et suppose un alignement difficile d'indicateurs nationaux pouvant être associés à chaque cible des ODD. En effet, les sondés considèrent ce cadre global comme trop conceptuel par rapport aux applications concrètes nécessaires au niveau local. Cette vision abstraite constitue l'une des principales entraves à la transposition des ODD en actions et en plans locaux concrets.

Le défi inhérent à cette situation consiste à savoir comment adapter le cadre au travail des collectivités locales et régionales et de leurs associations. L'élaboration de plans stratégiques pour la mise en œuvre des ODD se heurte encore à certains obstacles tels qu'une connaissance encore insuffisante, bien que meilleure, des ODD parmi les dirigeants politiques. Cette difficulté peut être atténuée en aidant les collectivités territoriales ainsi que leurs associations en leur allouant les ressources humaines et financières nécessaires à la mise en œuvre concrète des ODD sur le terrain. Cela leur permettrait d'orienter efficacement le processus de localisation des ODD dans son ensemble.

« Les ODD offrent la possibilité de travailler de manière intégrée, dans tous les secteurs et avec diverses parties prenantes. »

VNG, Pays-Bas

Niveau de sensibilisation aux ODD*



* selon les associations de collectivités territoriales.

RECOMMANDATION



Les données montrent que le développement d'activités de sensibilisation est une première étape cruciale vers la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les associations nationales d'autorités locales et régionales devraient travailler main dans la main avec les gouvernements centraux pour identifier les indicateurs nationaux de sensibilisation.

Cette observation soulève la question suivante : comment promouvoir davantage le travail accompli par les gouvernements locaux et régionaux et améliorer la sensibilisation en interne ?

- **Organisent des formations/cours/discussions sur les ODD pour les dirigeants élus**
extrêmement conscients
- **Alignement du programme de travail avec les ODD**
très conscients
- **Utilisent les ODD dans leur travail**
modérément conscients
- **Bien informés sur les ODD, mais ceux-ci ne figurent pas dans le programme de travail**
relativement conscients
- **Ont à peine connaissance de l'existence des ODD**
légerement conscients
- **Absolument pas informés de l'existence des ODD**

Dépasser un cadre théorique perçu nécessite à la fois de nouveaux outils et un nouvel état d'esprit afin de faire des ODD une priorité dans l'élaboration des politiques locales.

La première partie de l'enquête portant sur l'organisation structurelle des sondés montre qu'une majorité d'entre eux dispose d'un département des affaires internationales chargé de ces questions. Outre le fait que cela montre que les ODD demeurent perçus comme des intérêts mondiaux étroitement liés à la coopération internationale, leur intégration dans l'organisation des départements responsables des questions internationales peut s'avérer difficile, y compris pour les départements sectoriels.

« **En raison de ce manque de sensibilisation, les ODD sont parfois perçus comme un problème spécifique au département des relations internationales, alors qu'ils concernent en fait des problèmes intersectoriels !** »

ZMOS, Slovaquie

Par ailleurs, une collaboration doit se nouer avec des spécialistes de la collecte de données ou des urbanistes affectés au département des affaires internationales. Il peut s'avérer nécessaire de combler cette lacune avec l'aide de spécialistes techniques et d'experts pour garantir une approche du cadre des ODD orientée vers l'action.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les ODD appellent les différents départements à collaborer en adoptant une approche interdisciplinaire. Explorer les voies de coopération dans différents départements pourrait résoudre les problèmes relatifs à la coordination et au travail sur les ODD actuellement observés au sein des villes et régions..

La désignation de responsables politiques locaux en tant qu'ambassadeurs des ODD au niveau local s'est révélée efficace pour mobiliser différents départements et assurer la cohérence globale des politiques locales, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Des résultats similaires sont observés pour des travaux intersectoriels dans des associations de collectivités territoriales lorsque les priorités liées à l'intégration du cadre des ODD avaient été établies par le secrétaire général ou le directeur de l'association.

RECOMMANDATION



La mise en œuvre locale de tels objectifs nécessite un leadership politique et des responsables désignés spécifiquement afin de faciliter la collaboration et de servir de trait d'union entre un cadre mondial (et en quelque sorte conceptuel), les parties prenantes intersectorielles et les particularités locales.

Renforcer la coordination à divers niveaux

Notre enquête a mis en évidence une autre difficulté majeure, à savoir le manque de coordination avec les gouvernements centraux. Ainsi, en dépit du cadre national pour la mise en œuvre des ODD établi dans la plupart des pays, les associations de villes et régions déclarent qu'elles aimeraient que leur gouvernement central soit plus ouvert, transparent et inclusif aux contributions externes lorsqu'il s'agit de définir les priorités nationales et l'agenda de mise en œuvre des ODD, en identifiant les besoins ou en élaborant des méthodologies de suivi et de production de rapports.

Les gouvernements centraux semblent prendre des mesures pour consulter les associations des collectivités locales et régionales sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les ODD, mais, dans certains cas, ils n'ont pas créé de structures de dialogue inclusives et formelles ou, parfois, ne les ont pas consultées. Cependant, des structures de collaboration existent pour 50 % des associations de villes et régions qui ont répondu, ce qui les aide à contribuer concrètement aux stratégies nationales. Néanmoins, de telles structures sont généralement loin d'être complètement ouvertes, inclusives et formalisées, et la consultation au niveau local n'est pas systématique.

Des structures de dialogue et de concertation sont nécessaires pour permettre aux associations de participer à des tables rondes intersectorielles et de devenir des parties prenantes clés dans la planification, la mise en œuvre et la communication des actions et des résultats. Elles favorisent également les relations de travail à long terme ainsi que la sollicitation de contributions, tant lors des phases initiales que tout au long des phases de mise en œuvre et de suivi.

En conséquence, ces formes de coopération et de dialogue renforcent les liens, non seulement avec différents départements au niveau gouvernemental, mais aussi avec des parties prenantes clés telles que les organisations de la société civile (OSC), la communauté académique ou le secteur privé. De plus, elles renforcent efficacement le profil des collectivités territoriales et de leurs associations en tant qu'actrices essentielles pour la plupart des sujets liés aux ODD.



BONNES PRATIQUES

La Reine Mathilde de Belgique agit en tant qu'ambassadrice des ODD pour les Nations unies. Au niveau local, de nombreux ambassadeurs des ODD, comme la ville de Gand, parlent de ceux-ci, font des discours, et mènent des débats et des actions de promotion dans leurs municipalités.

Découvrez les voix belges des ODD
www.sdgs.be/nl/sdg-voices

Il est intéressant de noter qu'une collaboration active et étroite avec les gouvernements centraux semble être liée à une sensibilisation plus grande aux ODD parmi les associations de villes et régions.

« **En Écosse, la loi impose que la plupart des décisions stratégiques pour un territoire local donné soient prise en coopération avec la municipalité et les autres acteurs publics et privés importants dans cette zone géographique** »
COSLA, Écosse

RECOMMANDATION



Le dialogue entre les différents niveaux de gouvernance et les structures de consultation est nécessaire pour garantir une collaboration et des contributions à long terme, non seulement au cours des phases initiales, mais tout au long des phases de mise en œuvre et de suivi.

Cela signifie que des campagnes internes de formation et de sensibilisation peuvent sans doute contribuer à renforcer la position des principales sphères de décisions concernant la mise en œuvre et au suivi des ODD.

De plus, à la lumière des résultats, nous pouvons affirmer que les personnes interrogées considèrent le cadre des ODD comme une valeur ajoutée positive pour leurs partenariats internationaux (64 %) car il promeut un langage et un ensemble d'objectifs communs. Les associations de collectivités territoriales sont conscientes que les actions de coopération décentralisée telles que l'échange de connaissances et de bonnes pratiques ouvrent des horizons et leur permettent de bénéficier d'une approche intégrée de développement territorial. Elles peuvent orienter efficacement le processus de localisation des ODD dans son ensemble.

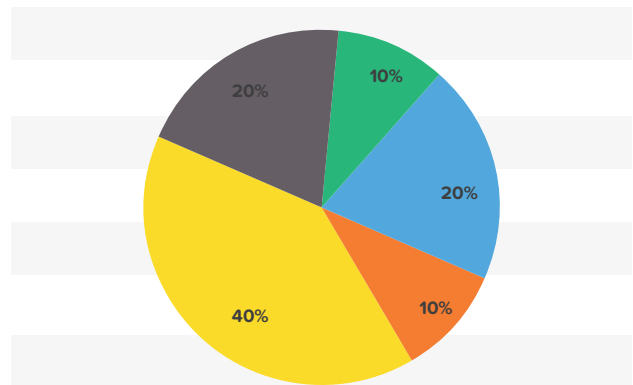
En effet, une meilleure sensibilisation et une perspective stratégique des ODD au sein des associations de gouvernements locaux et régionaux semblent aller de pair avec un plus grand discernement de la part des partenaires. Cela est peut-être dû à une connaissance globale plus approfondie des ODD au sein des associations de collectivités territoriales..

Outre l'incohérence des consultations entre les niveaux de gouvernance nationaux, l'on perçoit également un manque de coordination entre les collectivités territoriales/leurs associations et les partenaires municipaux internationaux.

« **Le cadre des ODD améliore l'information sur problèmes mondiaux et conscientise davantage les partenaires quant au rôle qu'ils peuvent jouer dans leur résolution** »

Région de Toscane, Italie

Sensibilisation des partenaires non-Européens à propos des ODD*



* selon les associations de collectivités territoriales.

- **Organisent des formations/cours/discussions sur les ODD pour les dirigeants élus**
extrêmement conscients
- **Alignement du programme de travail avec les ODD**
très conscients
- **Utilisent les ODD dans leur travail**
modérément conscients
- **Bien informés sur les ODD, mais ceux-ci ne figurent pas dans le programme de travail**
relativement conscients
- **Ont à peine connaissance de l'existence des ODD**
légèrement conscients
- **Absolument pas informés de l'existence des ODD**

La possibilité d'intégrer les ODD dans des projets de coopération entre les villes et les régions, en tant que moyen de mettre en œuvre ces Objectifs, n'a pas été exploitée par les collectivités territoriales. Les réponses révèlent une divergence entre l'importance que revêt le cadre des ODD et les résultats minimaux obtenus par les collectivités territoriales et leurs associations.

Cet aspect mérite d'autant plus d'être mentionné que 60 % des sondés déclarent que l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des Objectifs » était une priorité, sans mettre réellement en œuvre de projets internationaux conjoints, ni même soutenir leurs propres membres dans le cas des associations de collectivités territoriales.

Certains sondés mentionnent le fait que, si les ODD ont une vocation éminemment locale, leur intégration dans les stratégies politiques locales nécessite une coordination avec des organisations internationales telles que la CGLU et le CCRE (quatre associations font explicitement référence aux réseaux internationaux et européens de collectivités locales). La principale valeur ajoutée des réseaux européens et mondiaux à cet égard réside dans le fait qu'ils facilitent et encouragent les échanges entre pairs pour les associations de collectivités territoriales.



BONNES PRATIQUES

Avec le soutien de PLATFORMA, l'association espagnole a lancé des dialogues multipartites et à plusieurs niveaux à l'échelon national. Dans ces dialogues, la FEMP a également fait le lien entre la coopération internationale et l'Agenda 2030, en associant ses homologues d'Amérique latine.

Au cours des deux dernières années, PLATFORMA a organisé cinq réunions d'échanges entre quatre associations nationales de collectivités territoriales dans le cadre d'un projet pilote intitulé « National Multi-Stakeholder Dialogues on Development » (Dialogues entre diverses parties prenantes nationales sur le développement). Ces parties prenantes étaient l'Association italienne du Conseil des communes et des régions d'Europe (AICCCE), l'Association lettone des gouvernements locaux et régionaux (LALRG), la Fédération espagnole des municipalités et des provinces (FEMP) et l'agence de coopération internationale de l'Association des communes néerlandaises (VNG International). Ces réunions ont permis aux quatre associations d'apprendre et de s'inspirer mutuellement en se basant sur des expériences en cours en matière de conception, de mise en œuvre et de synthèse des ODD.

RECOMMANDATION



Les réseaux internationaux jouent un rôle essentiel afin de remédier aux lacunes des projets de coopération et de mieux coordonner la mise en œuvre des ODD, car ils fournissent un cadre pour l'interaction entre les différents partenaires.

« Notre objectif ultime est d'améliorer la coopération décentralisée entre les collectivités locales, qui reste assez faible en Italie, à l'exception de quelques régions. »

AICCCE, Italie

Par exemple, elles ont échangé des pratiques, des défis et des solutions concrets sur la façon de lancer des campagnes de sensibilisation ciblant leurs propres membres, sur la nécessité de suivre de près l'établissement du programme et les rapports des gouvernements nationaux, sur la manière de se présenter au mieux dans les processus nationaux, etc. Les associations ont également trouvé un soutien précieux parmi leurs pairs, impliquant des stratégies de lobbying destinées aux gouvernements nationaux.

Grâce à ces résultats, nous avons été en mesure de dresser un tableau clair des défis actuels auxquels les associations des gouvernements locaux et régionaux sont confrontées pour la phase de mise en œuvre des ODD. Identifier les principaux problèmes constitue une étape essentielle permettant de comprendre l'ensemble du processus de localisation des ODD, avec les collectivités territoriales et leurs associations les plus engagées.



« Les ODD rendent le travail de nos partenariats internationaux concret et tangible. Cela montre la manière dont nous travaillons ensemble en tant qu'autorités locales sur un large éventail de sujets. »

Ville de Gand, Belgique



BONNES PRATIQUES

Aux Pays-Bas, VNG International a publié un livret pratique et concis (disponible uniquement en néerlandais) qui présente les compétences, les politiques et les actions concrètes spécifiques aux municipalités pour chacun des ODD. La publication souligne également le rôle des associations de collectivités territoriales pour assurer un partenariat entre les niveaux de gouvernance locaux, nationaux et internationaux.

Découvrez cette publication en ligne
<https://vng.nl/files/vng/5971.002-04-globalgoalsbrochure-wtk-lr.pdf>



17 PARTNERSCHAP OM DOELSTELLINGEN TE BEREIKEN

12 VERANTWOORDE CONSUMPTIE EN PRODUCTIE

10 AFFOORDBAAR

10 AFFOORDBAAR

10 AFFOORDBAAR

14 LEIFEN

6 GOED WATER EN SANITATIE

1 GELIJKE Kansen

11 DUURZAME STEDEN EN GEMEENSCHAPPEN

3 GOEDE GEZONDHEID EN WELZIJN

16 VREDE, VEILIGHEID EN STERKE PUBLIEKE DIENSTEN

A large, light orange, stylized number '2' is centered on the page, serving as a background for the text.

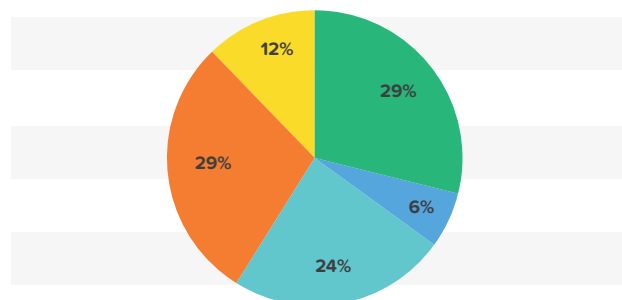
2^e PARTIE

LA SENSIBILISATION AU CŒUR DE LA
PLANIFICATION STRATÉGIQUE DES ASSOCIATIONS
DE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les résultats du sondage ont mis en évidence un résultat positif basé sur le sentiment que le cadre des ODD constitue un instrument stratégique qui permet aux collectivités territoriales ainsi qu'à leurs associations de faire entendre leur voix au niveau national et de s'impliquer plus activement dans des activités internationales. Par exemple, ils ont montré que de nombreuses associations qui n'avaient pris aucune mesure dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont maintenant impliquées ou désireuses de travailler à la mise en œuvre des ODD. On pourrait avancer que cela est dû à une meilleure compréhension de l'impact potentiel et au fait que si les collectivités territoriales n'étaient pas impliquées dans l'approche descendante des OMD, les ODD leur ouvrent en revanche de nouvelles voies pour développer des stratégies ascendantes.

En raison d'une perception abstraite du cadre par les citoyens et autres parties prenantes qui ne travaillent pas directement sur ces questions, comme décrit dans la première partie de l'analyse, les activités de sensibilisation visent prioritairement à présenter les ODD comme un cadre politique concret et pertinent pour les acteurs locaux, afin d'atténuer toute réticence et de souligner les implications concrètes pour les collectivités territoriales ainsi que leurs associations nationales.

Comment les associations de collectivités territoriales utilisent les ODD dans leur travail quotidien



- **Organisent des formations/cours/discussions sur les ODD**
extrêmement conscients
- **Alignement du programme de travail avec les ODD**
très conscients
- **Utilisent les ODD dans leur travail conceptuel et politique, y compris dans les briefings et les points de discussion**
modérément conscients
- **Bien informés de ce que sont les ODD, mais essaient d'acquérir plus de connaissances**
relativement conscients
- **Savent que les SDG existent mais ne les utilisent pas en tant que tels**
légèrement conscient
- **Absolument pas informés de l'existence des ODD**

Les associations gouvernementales locales et régionales qui travaillent sur cette question saisissent l'importance d'une meilleure communication à cet égard, pour remédier à la faible visibilité dont souffrent les ODD auprès des citoyens et de leurs collègues. En fait, lorsqu'on a demandé aux associations d'évaluer le degré de connaissance et de compréhension des ODD qu'elles percevaient, les résultats montrent que ce sont les citoyens qui semblent avoir le moins conscience de ces objectifs. Ils sont

par conséquent les cibles prioritaires de ces activités. Cette observation est corroborée par le fait que 40 % des sondés déclarent que les ODD sont presque inconnus dans leur pays.

Jusqu'à présent, les associations de collectivités territoriales concentrent la plupart de leurs activités de sensibilisation et d'efforts sur l'échange de connaissances et de bonnes pratiques entre les municipalités. Plusieurs bonnes pratiques qui ont été décrites par les sondés concernent les citoyens et d'autres parties prenantes (collègues, dirigeants politiques, OSC, établissements scolaires).



BONNES PRATIQUES

Durable, ça veut dire quoi ? C'est la réaction habituelle lorsque l'on mentionne les Objectifs de développement durable (ODD). L'Association des villes et communes flamandes (VVSG) a compilé 50 exemples pratiques pour présenter les ODD à une plus large audience.



Vous trouvez cette publication en ligne
<http://bit.ly/2Kis021>

PLATFORMA soutient certaines de ces pratiques en organisant une série de réunions régionales multipartites dans le but de diffuser des informations sur les ODD et d'aborder des sujets spécifiques liés à ces derniers, adaptés à chaque territoire, comme en Espagne, en Italie, en Lettonie et aux Pays-Bas. De tels événements permettent d'apprendre, d'échanger, de collecter des informations sur le terrain (niveau de connaissance, bonnes pratiques, etc.) et de consolider les synergies avec les parties prenantes intersectorielles (OSC, gouvernement régional, secteur privé, etc.).

L'organisation d'événements de sensibilisation, ciblant à la fois les principales parties prenantes et les membres des associations, constitue une étape nécessaire pour garantir une compréhension commune du cadre politique des ODD, ainsi que pour les mettre en œuvre de manière efficace. En outre, les associations soulignent que les campagnes d'information et de sensibilisation renforcent la coordination et la collaboration entre les départements sectoriels des associations et avec les principaux acteurs extérieurs, tels que les organisations de la société civile ou encore les écoles.

L'on peut ajouter deux commentaires à cet égard :

- Certaines associations ont pris des mesures supplémentaires pour renforcer leur rôle d'exécutants des ODD en élaborant des plans d'action, en alignant leurs stratégies sur le cadre des ODD, en recueillant des données et en participant à des initiatives de constitution de rapports. Plusieurs initiatives couronnées de succès ont été développées, mettant en évidence le rôle central des associations nationales dans la formation du lien entre les différents niveaux de gouvernance.
- Cependant, la manière dont le cadre des ODD est utilisé par les collectivités territoriales diffère toujours d'une association à



l'autre, et la plupart des associations ne l'ont pas encore intégré de manière concrète à leurs tâches quotidiennes. Les associations qui en étaient aux premiers stades se sont attachées à éduquer leur personnel ainsi que leur structure politique sur la pertinence et les implications concrètes, au niveau local, du nouveau cadre politique. Pour cela, elles comptent sur le soutien des réseaux européens et mondiaux.



BONNES PRATIQUES

L'Union des villes et communes de la République tchèque (SMO) gère un projet intitulé Villes et municipalités durables pour le développement, axé sur la sensibilisation et la promotion de la participation des villes et des municipalités à la coopération au développement.

Découvrez le projet sur l'ODD 11 en vidéo
https://youtu.be/1_26SC3scss

Malgré cette disparité observée, on peut noter que la plupart des associations ont manifesté leur intérêt et exprimé leur volonté d'en apprendre davantage sur le cadre afin d'augmenter leur capacité à organiser des séances de formation et à apporter un soutien aux collectivités territoriales dans leur pays. Dans l'ensemble,

les associations semblent désireuses de s'impliquer et/ou de renforcer leur implication dans la localisation des ODD.

La localisation des ODD est un processus intégré de long terme, qui ne peut pas être limité à des projets ponctuels. Pour relever les défis mentionnés dans ce rapport, les collectivités territoriales et leurs associations doivent être soutenues de manière inclusive depuis leurs premiers pas (activités de sensibilisation) jusqu'à la réalisation des ODD sur le terrain et l'évaluation des travaux qui ont été réalisés. Elles appellent par conséquent à un soutien et à un dialogue permanent avec les gouvernements nationaux, les parties prenantes intersectorielles et les autres réseaux de collectivités territoriales.

« Nous avons recueilli les témoignages de 40 municipalités et de régions sur leur travail en matière d'ODD. Nous disposons désormais d'une plateforme de communication et d'un langage communs pour discuter des défis et des solutions en matière de développement durable. »

SALAR, Suède





3^e PARTIE

PROMOUVOIR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES ET DE LEURS ASSOCIATIONS

Les résultats de l'enquête ont permis d'identifier les lacunes et les résultats insuffisants en termes de suivi et de rédaction de rapports. Une fois de plus, les associations de collectivités territoriales ont exprimé leur désir d'acquérir des connaissances sur la méthodologie d'évaluation ainsi que leur volonté de mettre en place un processus d'établissement de rapports dans le cadre de leur plan de travail, mais il semble que les outils techniques manquent.

Alors qu'elles ont largement conscience de la nécessité d'utiliser des données (91 % des réponses), même les associations les plus impliquées ne sont pas en mesure d'y parvenir. Cela semble largement lié au manque de coordination et à un échange insuffisant d'informations avec le gouvernement central au sujet du cadre d'élaboration des rapports et de suivi des ODD au niveau national. Dans certains cas, il en va de même des procédures et du calendrier des rapports d'avancement nationaux.

Les associations de villes et régions ont en effet été interrogées sur leur connaissance du rapport national volontaire sur la mise en œuvre des ODD, qui sera présenté aux Nations unies par les gouvernements centraux. Il apparaît que la plupart d'entre elles ont connaissance dudit rapport (63 % des réponses) et qu'elles ont été invitées à participer à des exercices de rédaction par le biais de consultations ouvertes ou, dans certains cas spécifiques, en collaborant à des plate-formes nationales et à des tables rondes multipartites. Leurs contributions, cependant, sont généralement passives et se limitent à fournir quelques commentaires sur le projet.

Ces contributions varient en fonction de la volonté et de la capacité du gouvernement central à mettre en place un processus inclusif.

RECOMMANDATION

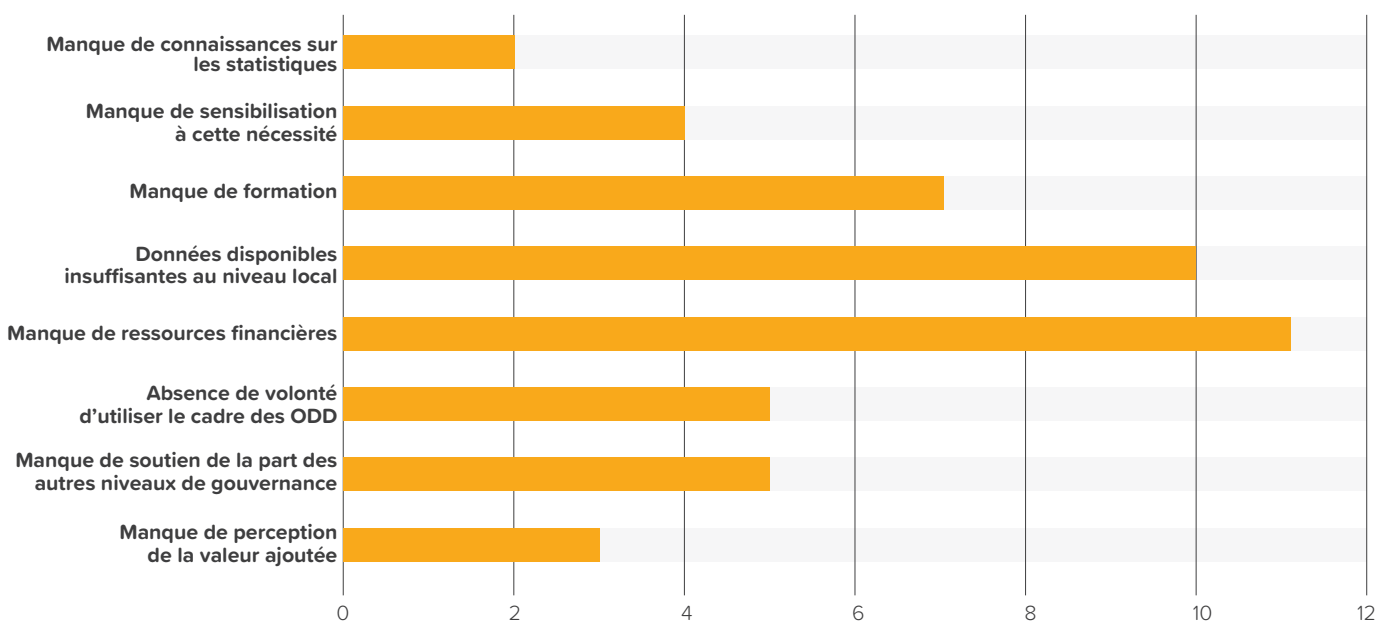


Il est nécessaire de renforcer les liens entre les gouvernements centraux et les associations de villes et régions afin de promouvoir une plus grande contribution aux stratégies nationales sur les ODD et d'en faire des acteurs clés de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des résultats.

En ce qui concerne leurs propres membres, le niveau de soutien spécifique fourni par les associations de collectivités territoriales pour le suivi et les rapports reste faible au niveau local (quatre associations n'ont jamais apporté de soutien, une autre a fourni un soutien occasionnel et une seule a apporté un soutien constant). Il convient de noter que cette situation est en train de changer pour la plupart des associations des collectivités locales et régionales (sept au total).

Nous pouvons théoriquement relier cette observation au manque d'information sur les cadres de suivi mondiaux et nationaux mentionné ci-dessus. Les associations de villes et régions rencontrent des difficultés techniques pour fournir des outils concrets ou des systèmes de suivi à leurs propres membres, en raison d'un manque de formation au sein de leur personnel (un tiers des réponses) et d'une quantité insuffisante de données disponibles au niveau local (60 % des réponses). En outre, les associations de collectivités territoriales sont confrontées à des défis structurels : elles détectent un manque de prise de conscience de l'importance du suivi et de l'établissement des rapports sur les progrès des ODD au niveau local (40 % des réponses), un manque de volonté d'utiliser le cadre des ODD (40 %

Principales entraves au suivi de la mise en œuvre, au niveau local, des ODD identifiés par les associations de gouvernements locaux et régionaux





des réponses) et une absence de soutien de la part des autres niveaux de gouvernement durant cette phase de localisation des ODD (un tiers des réponses).

Compte tenu de ces résultats, les actions visant à encourager la sensibilisation et l'échange d'informations (telles que l'organisation d'événements) sont cruciales pour la mise en œuvre et la réalisation des ODD au niveau local. En tant qu'organisateur de campagnes de consultation et d'information et facilitateur d'opportunités visant à promouvoir l'appropriation des ODD, les réseaux internationaux peuvent diffuser des outils adaptés aux besoins des collectivités territoriales et de leurs associations.

De plus, ces résultats montrent que l'augmentation du niveau de travail des villes et régions et de leurs associations sur les ODD requerrait de plus amples capacités ainsi que des financements

supplémentaires. Cela implique que, malgré les engagements pris par les gouvernements centraux lorsqu'ils ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans lequel les responsabilités des collectivités territoriales et de leurs associations ont considérablement évolué, ceux-ci n'ont pas encore fourni les outils nécessaires pour permettre aux associations et aux collectivités locales et régionales de jouer un rôle stratégique, pourtant capital, dans la localisation et donc la mise en œuvre du programme pour atteindre les cibles des ODD.

Les gouvernements locaux et régionaux doivent être soutenus, ainsi que les associations, de sorte qu'elles puissent réaliser leur potentiel, sans oublier de satisfaire leur volonté d'assumer leurs responsabilités dans le cadre du processus de mise en œuvre des ODD.

« **Personne n'est opposé aux ODD, mais cela ne signifie pas non plus que tout le monde y contribue. Nous avons besoin d'ambassadeurs pour mettre en œuvre les ODD. Non seulement pour sensibiliser davantage, mais aussi pour atteindre les Objectifs eux-mêmes.** »

Ville d'Edegem, Belgique



BONNES PRATIQUES

Les associations de collectivités territoriales allemandes ont mis au point des « indicateurs d'ODD pour les municipalités », c'est-à-dire des indicateurs au niveau communal en Allemagne, afin de s'assurer que les collectivités locales respectent et suivent la progression vers les objectifs mondiaux. Les indicateurs de développement consistent à définir et à décrire des indicateurs pour les objectifs et sous-objectifs pertinents, ainsi qu'à étudier et analyser les paramètres de ces indicateurs. L'accès aux paramètres de l'indicateur sera fourni pour toutes les villes et communes de plus de 5 000 habitants ainsi que pour tous les districts ruraux (*Landkreise*).





CONCLUSION

Les réponses à l'enquête confirment que les ODD constituent un moyen pertinent et efficace de faire participer les municipalités ainsi que d'autres associations gouvernementales locales et régionales à différentes formes de coopération aux niveaux local, régional, national et international.

Cela étant dit, on peut également souligner que **les ressources humaines et financières nécessaires à la localisation des ODD représenteront l'un des plus grands défis**, en partie en raison de la difficulté de collecter les données. Les sondés soulignent également **la nécessité d'une plus grande harmonisation avec les cadres des plans d'action nationaux** ainsi que l'importance de poursuivre leurs activités conjointes à travers les réseaux européens et internationaux. L'appui fourni par les structures internationales pour amplifier les voix et stratégies des collectivités territoriales et de leurs associations et **pour fournir des outils d'action politique et de formation pour la mise en œuvre des ODD sur le terrain est crucial**. Enfin, la voie à suivre consiste sans aucun doute **à nouer des liens et à élaborer des activités avec d'autres parties prenantes** pour parvenir à une mise en œuvre inclusive des ODD.

Comme indiqué dans l'introduction, l'ensemble des collectivités locales mettent déjà en œuvre des politiques et des services publics qui s'inscrivent dans la lignée des Objectifs de développement durable. Ces objectifs sont d'intérêt public, et c'est en effet l'objectif et la tâche principale des collectivités locales : assurer la meilleure qualité de vie possible à leur communauté. Les agendas mondiaux, tels que l'Accord de Paris sur le climat, le nouvel agenda urbain, ainsi que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable, existent pour s'assurer que tous ces efforts menés au niveau local progressent dans la même direction, à l'échelle mondiale.

Il est vrai que nous vivons dans une région, un pays, mais aussi sur une seule et même Terre. Qu'importe où nous vivons, nous partageons cette planète, nous l'exploitons et nous rendons des comptes, ensemble, que nous le voulions ou pas, que nous soyons plutôt du côté des exploités ou de ceux qui ressentent déjà les conséquences de cette exploitation et souhaitent agir. Tôt ou tard, nous devons tous faire face à ces conséquences.

Les ODD ne consistent donc pas à dire aux collectivités locales ce qu'elles doivent faire simplement parce que cela a été décidé au niveau des Nations unies, mais invitent plutôt à profiter de l'action de ces collectivités et à instaurer un cadre global commun pour assurer une compréhension mutuelle, une analyse et des solutions communes aux défis mondiaux et intrinsèquement locaux. L'intégration et la dimension partenariale des ODD contribuent à nous rendre pleinement conscients de la mondialisation et à la vivre réellement. Les collectivités locales qui participent à cet exercice, comme celles qui sont mises à l'honneur dans cette publication, contribuent à notre durabilité et notre vie ensemble sur Terre.

Les communes, les régions et leurs associations sont en première ligne du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD).

Apprenez-en plus sur certains défis auxquels les collectivités territoriales ont été confrontées dans leurs missions quotidiennes en matière d'ODD.

Découvrez comment le CCRE et PLATFORMA, les gouvernements nationaux, l'Union européenne et les institutions internationales peuvent, ensemble, surmonter les obstacles pour parvenir à leur localisation.



PLATFORMA est la coalition paneuropéenne des collectivités territoriales (et leurs associations) actives dans la coopération décentralisée.

+32 (0)2 265 09 30
platforma@ccre-cemr.org
@Platforma4Dev
www.platforma-dev.eu



Le Conseil des communes et régions d'Europe regroupe 62 associations nationales de villes et régions de 42 pays européens.

+32 (0)2 511 74 77
info@ccre-cemr.org
@ccre-cemr
www.ccre.org

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne



Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu n'engage que PLATFORMA et le CCRE et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.